

# Le NON et le projet par Pierre Zarka

Je pense nécessaire de mieux établir les liens qui peuvent exister entre la bataille pour le NON et le travail sur les perspectives, tout particulièrement le projet communiste. Parmi les hésitants, particulièrement ceux qui ont une vision positive du NON une question revient: « à quoi ça va servir ? » N'oublions pas qu'il y a derrière nous une expérience qui a déçu : les élections régionales ont sur le plan politique mis le gouvernement en minorité ; partout le PS a dit « nous allons voir ce que nous allons voir » et rien ne s'est passé, hormis une terrible aggravation de la politique gouvernementale. Cette fois, nous appelons à voter, et il est clair que ni le gouvernement, ni la majorité parlementaire ne changeront. Nous allons bien sûr tenter de montrer l'élan que donnerait une victoire du NON au mouvement populaire. Mais la crédibilité de cette démonstration renvoie aux perspectives de transformation de la société.

Je trouve donc nécessaire de préciser ce que nous attendons exactement des échéances de 2007-2008 ; pour l'instant nous sommes dans une approximation qui peut ne pas nous dégager de notre ancienne stratégie. Que visons-nous exactement ? Seulement une capacité nouvelle de faire contre-poids au PS dans une éventuelle construction majoritaire ? Ou cette éventualité se situe-t-elle dans un ensemble plus large et déterminant de construction d'un mouvement populaire politique ? 2007 doit-il être le point d'arrivée qui permet un gouvernement de gauche ou un point de départ nouveau d'un tel mouvement populaire en tentant que ce mouvement soit majoritaire ? On mesure bien qu'il ne s'agit pas de la même perspective.

Dans ce dernier cas, qui me semble être conforme à ce que nous disons de notre nouvelle stratégie, la base de rassemblement ne se limite pas à une anticipation raisonnable de ce qui devrait être possible de faire avec le PS, mais la base première du rassemblement devrait être le commencement d'une autre vision de la société et cette autre vision pourrait alimenter des objectifs précis en rupture avec les logiques du capital. Il ne s'agit nullement d'une utopie loin des échéances. Regardons par exemple, comment tous les espaces militants sont en crise et dans des processus d'affrontements internes : c'est vrai quasiment de tout le mouvement associatif, des féministe à Attac en passant par les associations de chômeurs ou Actuel Marx, du mouvement syndical, des sphères politiques c'est vrai du PS, des Verts, de la LCR et on ne peut pas dire que nous y échappons ; c'est vrai en France et dans le monde ; l'Humanité rapportait que les syndicats allemands si puissants avaient perdu plus de 4 millions d'adhérents en 10 ans. Même si on peut s'interroger sur la crise d'un certain type d'organisation, je pense qu'en grande

partie, c'est le résultat d'une crise de perspective et d'alternative. Je prends un autre exemple, Joël Greder attire souvent notre attention sur le drame que pose aux plus pauvres la question du dépassement des honoraires des médecins. C'est un bon exemple, pour montrer que si nous en restons à une liste de mesures catégorie par catégorie, les intérêts des professionnels de la santé d'un côté, les intérêts des patients de l'autre, tous les ingrédients de la division sont réunis et nous ne sortirons pas le mouvement populaire du face à face avec le PS. En cela les 27 propositions ne suffisent pas à nous dégager pas de ce problème. Autant j'entends le souci évoqué d'être précis comme élément à la fois rassembleur et de clarification, autant je pense que la grande question aussi bien pour rassembler que pour clarifier demeure de savoir si on est capable de concevoir la société et le monde autrement qu'à travers le prisme du capitalisme. Cela dépasse de loin le « possible immédiatement » et l'espace des cinq années de législature, je dirai même qu'autant j'ai moi-même dit à plusieurs reprises que les échéances de 2007 et 2008 étaient décisives, autant à mes yeux elles prennent leur dans la mesure où on aide les gens à ne pas en faire une fin en soi. Le rassemblement large, anti-libéral à effectuer prend sa valeur que comme condition d'appropriation de toutes les conditions de la transformation sociale par le plus grand nombre d'individus.

Si on prend en compte que dans les milieux populaires un obstacle devant le vote NON est le sentiment qu'il n'a pas de rapports avec les attentes de solutions sociales ou qu'au fur et à mesure que la campagne fait ressortir qu'il s'agit bien d'un NON au libéralisme, nous enclenchons un processus d'attente vis-à-vis de la transformation sociale. Ne pas y répondre serait malgré nous, prêter le flanc à la menace du chaos, renvoyer vers le moindre mal qu'illustre le PS et c'est cet espace vide que celui-ci tente d'exploiter lorsqu'il dit que le non met en péril les perspectives de gauche ultérieures. Le travail collectif, je veux dire avec d'autres sur le projet de transformation sociale n'est pas une tâche en plus, ni à remettre à après le référendum mais est, selon moi, une urgence d'autant que les jours qui viennent de s'écouler témoignent de l'exaspération qui grandit et avec l'exaspération grandit aussi l'interpellation même muette du politique.

Ce n'est pas la première fois que j'aborde cette demande, et personne ne la réfute, mais comme cela n'est guère suivi d'effets, j'aimerais qu'on en débattenne pour comprendre où est l'obstacle ou quel argument conduit à considérer cette question comme superflue.

*Intervention lors du Conseil national du PCF, 11 mars 2005.*